



L'enseignement professionnel plus que jamais menacé !

Ces dernières années, l'enseignement professionnel a été particulièrement mis à mal par une série de contre-réformes. Un rapport de décembre de l'inspection générale reconnaissait une nette baisse des résultats en bac pro 3 ans par rapport au bac pro 4 ans (83% au lieu de 90% de taux de réussite). Non content de ne rien faire pour réparer les dégâts, le gouvernement actuel semble déterminé à terminer le travail de démolition entrepris.

Le bac pro en 3 ans est maintenu, les CCF sont généralisés, le nombre de semaines de stage demeure trop important, la mixité des publics (mélange d'élèves en formation initiale et en alternance dans une même classe) s'installe dans le paysage, anticipant le transfert des formations professionnelles initiales vers l'apprentissage, trop de collègues subissent la précarité ...

Le projet de loi sur la refondation de l'école, qui prévoit de confier aux Régions l'élaboration des cartes de formation et la définition des missions confiées aux CIO et aux CO-Psys, est inacceptable. Il l'est également quand il allonge encore les périodes de formation en entreprise, celles-ci passant de 22 à 24 semaines en bac pro.

Dans l'académie de Créteil, le rectorat attribue moins d'heures professeur en bac pro que ce qui est réglementé par la loi. Il est scandaleux que, dans une académie réputée pour ses difficultés, ce soient 4000 heures de dédoublement qui sont ainsi volées à nos classes soit l'équivalent de 200 postes. Cette discrimination territoriale doit cesser et à l'inverse la logique « donner plus à ceux qui en ont le moins » doit prévaloir !

La fermeture de 13 divisions ST2S dont 11 dans des lycées avec des sections de bac pro ASSP menace la polyvalence de nos établissements. Cette orientation est une accentuation du cloisonnement entre la voie pro et la voie technologique et dégrade les conditions de travail des personnels et d'étude des élèves. A l'inverse il est nécessaire d'investir dans la mise en place de classe passerelles pour permettre aux élèves de se réorienter et de construire leur orientation.

La section Gestion administrative est elle aussi menacée avec 4 fermetures programmées. De nouvelles perspectives doivent être données à cette filière fragilisée par des réformes successives, alors qu'elle absorbe 20% de l'accueil vers le bac pro. Le rectorat ne peut se contenter de demander par courrier aux collègues concernés de se reconverter.

Au-delà de la dégradation de nos conditions de travail, c'est donc un véritable renoncement à un projet national d'éducation qui se dessine. Seule notre mobilisation déterminée mettra en échec la casse de l'enseignement professionnel public.

Assemblée Générale

mardi 22 janvier 2013 à 18h30

à la bourse du travail de Paris (Salle Jean Jaurès)

(rue du château d'eau, métro République)

Grève unitaire

jeudi 31 janvier 2013

à l'appel des organisations de la Fonction publique CGT-FSU-Solidaires

et à l'appel de l'intersyndicale de la voie professionnelle

SNUEP/SNEP/SNETAP-FSU, CGT-Educ'action et SUD-Education